

Unité départementale Meurthe et Moselle / Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 NANCY

NANCY, le 27/01/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/12/2022

Contexte et constats

Publié sur



SCHWEITZER

128 et 198 impasse Clément Ader
54710 LUDRES

Références : SAF/IP/0011_2023
Code AIOT : 0006205874

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/12/2022 dans l'établissement SCHWEITZER implanté 128 et 198 impasse Clément Ader 54710 LUDRES. L'inspection a été annoncée le 15/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

A la suite de la visite du 24 avril 2018 et, sur proposition de l'inspection des installations classées, Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle a mis en demeure, par l'arrêté préfectoral 2018-0573 du 19 juin 2018, la société SCHWEITZER SAS de respecter les dispositions prévues dans son arrêté préfectoral d'autorisation susvisé en ce qui concerne les articles :

- « 3.2.2, 3.2.3, 3.2.5, 4.3.5 et 6.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2008/208 du 25 juin 2009, dans le délai maximal de six (6) mois à compter de la date de notification du présent arrêté,
- 4.1.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2008/208 du 25 juin 2009, dans le délai maximal d'un (1) an à compter de la date de notification du présent arrêté ».

A la suite de la visite d'inspection du 28 janvier 2021 qui portait sur le contrôle du respect des dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure 2018-0573 du 19/06/2018, l'inspection a proposé à Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle (rapport SAF/IP/126-2021 du 02 mars 2021) de faire application de l'astreinte administrative pour le non-respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure, jusqu'à satisfaction de la mise en demeure signifiée par l'arrêté préfectoral du 19/06/2018 conformément aux dispositions de l'article L. 171-8-II-4° du Code de l'Environnement.

L'exploitant a fait part de ses observations par courrier daté du 12 mars 2021, puis lors d'une réunion avec Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle et l'inspection de l'environnement de la DREAL, le 30 mars 2021. Dans ce cadre, Monsieur le Préfet a décidé de suspendre les procédures administratives pour deux mois, délai accordé à l'exploitant pour engager des actions et mettre en

œuvre des mesures correctives pour rétablir la conformité de ses installations.

Par courriel du 09 avril 2021, l'inspection des installations classées a informé l'exploitant que les suites proposées susmentionnées en ce qu'elles concernent l'atelier d'extrusion et l'atelier de transformation sont inappropriées dans la mesure où l'exploitant n'a pas été mis en demeure sur la prescription portant sur le raccordement des 17 extracteurs desdits ateliers mais a fait l'objet d'une demande de compléments lors de la visite de contrôle du 24 avril 2018.

La visite de contrôle, objet du présent rapport, vise à vérifier les actions effectivement mises en œuvre et porte, en conséquence, essentiellement sur le respect des dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure 2018-0573 du 19/06/2018.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCHWEITZER
- 128 et 198 impasse Clément Ader 54710 LUDRES
- Code AIOT : 0006205874
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SCHWEITZER est spécialisée dans la production d'emballages ménagers (sacs plastiques et biodégradables). Elle est autorisée à exploiter ses installations par l'arrêté préfectoral d'autorisation 2008/208 du 25 juin 2009.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suivi de la mise en demeure 2018-0573 du 19/06/2018

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Conditions de rejets atmosphériques: atelier de régénération	AP de Mise en Demeure du 19/06/2018, article 1	/	Sans objet
2	Conditions de rejets: ateliers d'extrusion et de transformation	AP de Mise en Demeure du 19/06/2018, article 1	/	Sans objet
3	Surveillance des émissions et de leurs effets	Arrêté Préfectoral du 25/06/2009, article 8.2.1.1	/	Sans objet
4	Conditions générales de rejets	AP de Mise en Demeure du 19/06/2018, article 1	/	Sans objet
5	Rétention des eaux incendie	AP de Mise en Demeure du 19/12/2018, article 1	/	Sans objet
6	Origine des approvisionnement en eau	AP de Mise en Demeure du 19/12/2018, article 1	/	Sans objet
7	Niveaux acoustiques	AP de Mise en Demeure du 19/12/2018, article 1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection du 20 décembre 2022 a porté essentiellement sur le suivi des démarches et actions à mettre en œuvre afin de rétablir la conformité des installations du site de Ludres au regard des dispositions réglementaires applicables et notamment sur le respect des dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure 2018-0573 du 19 juin 2018.

L'inspection, objet du présent rapport, a permis de constater que les dispositions de l'arrêté préfectoral susmentionné sont désormais respectées.

Enfin, s'agissant des émissions diffuses de COV, des démarches et réflexions sont en cours. Un échéancier associé aux différentes demandes de compléments est fixé dans le présent rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conditions de rejets atmosphériques : atelier de régénération

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 19/06/2018, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Conduits: installations raccordées et conditions générales de rejet
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les articles 3.2.2. et 3.2.3. de l'arrêté préfectoral d'autorisation disposent: "Les deux extracteurs de l'atelier « régénération » sont raccordés au conduit n° 2 dont les caractéristiques sont : - hauteur : 7 m - diamètre : 0,6 m - débit nominal : 4 000 Nm ³ /h
Constats : A la suite des travaux de regroupement des deux extracteurs de l'atelier « régénération » réalisés (passage de 2 conduits à 1 conduit) et finalisés fin août 2021, un contrôle des performances aérauliques de l'installation a été réalisé par l'APAVE en date 06/09/2021 lequel a noté en observation que le débit est inférieur aux 18 000 m ³ /h prévus initialement avec le prestataire (débit mesuré : 16 105 m ³ /h avec une incertitude de 14 %). Un défaut de conception a été identifié et une modification du débit de rejet au niveau du conduit unique nouvellement créé au niveau de l'atelier de régénération a été effectuée (réglage du ventilateur : 50 Hz). L'exploitant a adressé à l'inspection le PV de réception de travaux associé à la modification susmentionnée daté du 27/01/2022. Néanmoins, l'inspection constate dans le rapport de mesures du suivi des rejets atmosphériques de l'atelier "régénération" (mesures réalisées le 14/02/2022) adressé dans le courrier de réponse de l'exploitant daté du 21/03/2022 (reçu le 25/03/2022) que le débit est à 15 000 m ³ /h et non 18 000 m ³ /h (rapport LECES). L'incertitude de la mesure est de 10 %. Comme indiqué dans le rapport d'inspection SAF/IP/323_2022 du 09/03/2022, au regard des éléments fournis et des constats, la mise en demeure sur ce point peut être levée. S'agissant de la vitesse, cette dernière, de 9,8 m/s, est conforme aux exigences fixées dans l'arrêté ministériel du 02 février 1998 (art. 57) dans la mesure où ce dernier prévoit que la vitesse doit être supérieure au moins à 8 m/s dans le cas où le débit de rejet est supérieur à 5 000 m ³ /h. Dans ses courriers du 19 mai 2021 et du 10 janvier 2022, l'exploitant a sollicité une modification des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation au sujet des prescriptions relatives aux VLE "flux" en ajoutant, dans son dernier courrier, qu'il ne s'agit pas d'une modification substantielle. L'inspection précise que l'instruction de cette demande fera l'objet d'un rapport distinct. Dans ce

cadre, l'inspection précise que des compléments pourront être demandés en particulier en ce qui concerne les débits de rejets des différents ateliers. L'instruction de la révision de la surveillance des rejets atmosphériques se basera sur les conclusions de l'ERS et de la réglementation associée aux activités concernées notamment.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Conditions de rejets: ateliers d'extrusion et de transformation

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 19/06/2018, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, Conduits: installations raccordées et conditions générales de rejet

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Les articles 3.2.2. et 3.2.3. de l'arrêté préfectoral d'autorisation disposent:

"[...]

Les 17 extracteurs des ateliers d'extrusion et de transformation seront regroupés en plusieurs cheminées avant le 31 décembre 2010, en fonction des conclusions d'une étude de faisabilité technique qui déterminera les modalités de regroupement avant le 31 décembre 2009. "

« [...]

Les caractéristiques des conduits des extracteurs des ateliers d'extrusion et de transformation seront déterminées sur la base d'une étude de faisabilité technique menée par l'exploitant et rendue au préfet avant le 31 décembre 2009. »

Constats : Comme indiqué dans le rapport d'inspection SAF/IP/323_2022 du 09/03/2022 au regard des éléments fournis et des constats, **la mise en demeure sur ce point peut être levée.**

S'agissant de la demande de l'inspection concernant les précisions à apporter sur les modalités de calcul des flux dans l'ERS datant du 23 juin 2021 (référéncée par LECES RC38638), le bureau d'étude LECES les a adressées par courrier du 27 janvier 2022.

S'agissant du positionnement (en amont de l'instruction de la demande de modification relative aux rejets atmosphériques citée au constat 1 du présent rapport) sur les activités exercées dans les ateliers de transformation (congélation et sacherie extrusion) afin d'identifier clairement le cadre réglementaire (notamment vis-à-vis de son activité d'impression et de son activité de transformation de polymère par tout procédé exclusivement mécanique) notamment en ce qui concerne les exigences relatives aux rejets atmosphériques (conduits, COV diffus...). Les compléments attendus ont été adressés par courrier daté du 21/03/2022 (reçu le 25 mars 2022). L'exploitant se positionne sur la rubrique de la nomenclature des installations classées 2450 (imprimerie ou ateliers de reproduction graphique sur tout support) avec un volume de 187 kg/j sur la base des données de l'année 2021 (année de production "haute" selon lui) en indiquant être soumis à déclaration pour cette activité. La situation administrative sera actualisée en ce sens dans le cadre d'un arrêté préfectoral complémentaire à venir.

Dans ses courriers du 19 mai 2021 et du 10 janvier 2022, l'exploitant a sollicité une modification des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation au sujet des prescriptions relatives aux VLE "flux" en ajoutant, dans son dernier courrier, qu'il ne s'agit pas d'une modification substantielle. L'inspection précise que l'instruction de cette demande fera l'objet d'un rapport distinct. Dans ce cadre, l'inspection précise que des compléments pourront être demandés en particulier en ce qui concerne les débits de rejets des différents ateliers. L'instruction de la révision de la surveillance des rejets atmosphériques se basera sur les conclusions de l'ERS et de la réglementation associée aux activités concernées.

Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Surveillance des émissions et de leurs effets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2009, article 8.2.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance des rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : "Autosurveillance des rejets atmosphériques, par la mesure des émissions canalisées ou diffuses. Les mesures sont réalisées selon des méthodes normalisées et portent sur les rejets suivants : - rejet n° 2, contrôle par sondage de 4 extracteurs des ateliers extrusion et transformation, rejets diffus des ateliers régénération, extrusion, transformation Fréquence triennale Paramètres : Débit, poussières, COVNM, COV Annexe III (acroléine, formaldéhyde, acetaldéhyde) - rejet n° 4, chaudière au gaz naturel Fréquence triennale Paramètres : Débit, O2, SO2, NOX."</p>
<p>Constats : Comme demandé dans le rapport SAF/IP/323_2022 du 09/03/2022, l'exploitant a adressé : - le dernier rapport de contrôle de ses rejets atmosphériques en ce qui concerne l'atelier de régénération effectué le 14 février 2022 (rapport de LECES RC40364 DU 08/03/2022) - le dernier rapport de contrôle de ses rejets atmosphériques en ce qui concerne les ateliers d'extrusion et de transformation effectué du 07 au 09 mars 2022 (rapport de LECES RC40414 du 25/03/2022) (Les rejets de la chaudière ont été contrôlés en dernier lieu fin 2020 sans une non conformité relevée). Concernant la fréquence de suivi , cette dernière est respectée.</p> <p>L'inspection examine les résultats et constate qu'ils sont conformes en ce qui concerne les concentrations mais pas en ce qui concerne les flux rejetés au niveau de l'atelier "régénération" pour les paramètres: - poussières : 0,009 kg/h pour une VLE 0,001 kg/h. - COVnM : 0,082 kg/h pour une VLE 0,003 kg/h. - COV annexe III (acétaldéhyde, formaldéhyde et acroléine) : 0,009 kg/h pour une VLE 0,001 kg/h.</p> <p>Comme indiqué dans le relevé de décisions de l'échange du 13/04/2021, les résultats d'analyses dépasseront systématiquement les VLE en flux fixés dans l'arrêté préfectoral d'autorisation ce qui a conduit l'exploitant à adresser une demande de modification des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation au sujet des prescriptions relatives aux VLE (flux) par courriers du 19 mai 2021 et du 10 janvier 2022. Cette demande sera instruite ultérieurement comme précisé dans le constat 1 du présent rapport.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Conditions générales de rejets

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 19/06/2018, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Flux de COV

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'article 3.2.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation dispose : « [...] L'exploitant réalisera une étude des flux de COV émis de manière diffuse avant le 1er janvier 2010 »
<p>Constats : S'agissant de l'étude relative aux flux de COV émis de manière diffuse, l'inspection rappelle que cette dernière avait été établie sous la forme d'un bilan des COV (sur la base des données 2017 - Rapport de LECES référencé RC 32426/1 de septembre 2018). Comme indiqué dans le rapport de l'inspection SAF/IP/126_2021 du 02 mars 2021, l'article 3.2.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation est respecté.</p> <p>La mise en demeure sur ce point peut être levée.</p> <p>L'inspection note la réalisation annuelle du bilan solvant (PGS) conformément à l'article 28.1 de l'arrêté ministériel du 02 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation (PGS à faire annuellement avant fin mars). Le dernier bilan adressé le 25 mars 2021 (référéncé par LECES RC 38075) se base sur les données "2020". Comme convenu lors de la visite de contrôle, objet du présent rapport, l'exploitant adressera le PGS "2022" établi sur la base des données 2021 à l'inspection. Il conviendra également que l'exploitant adresse le PGS "2023" établi sur la base des données 2022 dès que ce dernier sera réalisé.</p> <p>S'agissant des émissions diffuses de COV, l'exploitant indique qu'un bilan plus précis sera établi dans le délai imparti mentionné dans le rapport SAF/IP/126_2021 du 02 mars 2021.</p> <p>Comme indiqué dans un précédent rapport de l'inspection (référéncé SAF/IP/126_2021 du 02 mars 2021), au regard du fait que les rejets diffus de COV sont supérieurs à ceux dits « canalisés » (57 fois supérieurs dans l'atelier « régénération » - Cf. bilan solvant de 2018 sur les données de 2017 susmentionné), il est attendu de la part de l'exploitant de mener une réflexion sur la mise en place possible de dispositifs permettant de réduire ses émissions diffuses de COV (article 4-1 de l'arrêté ministériel du 02 février 1998 modifié lequel dispose « les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés »).</p> <p>Suite à la visite de contrôle du 28/01/2022, cette réflexion était à mener avant fin juin 2022.</p> <p>Sur ce point, l'exploitant n'a pas répondu. L'exploitant doit donc apporter des éléments à l'inspection, sous 3 mois, démontrant que les travaux réalisés ont permis une réduction des émissions diffuses de COV (actualisation du bilan COV).</p> <p>Par ailleurs, par courrier reçu le 25 mars 2022 (courrier daté du 21/03/2022) complété le 10 octobre 2022 (courrier daté du 06 octobre 2022), l'exploitant a informé qu'une réflexion était en cours notamment par la mise en place d'un dispositif pour canaliser :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les extracteurs de l'atelier congélation – établissement d'une proposition technique et d'un devis par la société DELTA NEU du 31/03/2022 ; - les extracteurs de l'atelier sacherie – afin de finaliser la proposition technique et le devis, la société DELTA NEU a demandé des compléments lesquels ont été adressés par l'exploitant le 19/12/2022. <p>L'inspection note que la réflexion est en cours pour les deux ateliers susvisés. L'inspection rappelle la nécessité de se référer aux texte de référence en l'occurrence l'arrêté du 16/07/03 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 2450 relative aux imprimeries ou ateliers de reproduction graphique sur tout support tel que métal, papier, carton, matières plastiques, textiles, etc. en accord avec le positionnement sur la rubrique 2450.A.b pour les ateliers de transformation (congélation/sacherie) notamment en ce qui concerne les exigences des prescriptions relatives aux conditions techniques des rejets.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Rétention des eaux incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 19/12/2018, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Réalisation d'une rétention des eaux incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'article 4.3.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation dispose : "Une étude sera menée pour le 31 décembre 2009 afin de déterminer comment cet exutoire peut être aménagé afin de permettre une rétention des eaux incendies ou autres effluents pollués ; les volumes de rétention seront justifiés au regard des volumes d'eau utilisés pour éteindre un incendie, ainsi que de la pluviométrie annuelle et décennale. Les travaux devront être terminés pour le 31 décembre 2010." Constats : L'exploitant a adressé, par courrier daté du 21/03/2022, l'avis du SDIS daté du 03 février 2022 lequel est favorable à la proposition de modification de la rétention des eaux d'incendie. Pour rappel, le volume de rétention des eaux d'incendie à avoir sur ce site est de 2 000 m ³ , lequel intègre le volume d'eau lié à un orage décennal comme exigé par la méthode présentée dans le « Document technique D9 » de juin 2020 intitulé « Guide pratique d'appui au dimensionnement des besoins en eau pour la défense extérieure contre l'incendie ». Un bassin de rétention d'une capacité de 1 500 m ³ situé à l'Ouest du site existe mais est insuffisant. Il a été complété par une rétention de 500 m ³ au niveau du parking situé impasse Clément Ader. Cette rétention a été modifiée en 2022 après validation du SDIS (avis du 03 février 2022) pour maintenir les voiries destinées au secours libres de toutes eaux d'extinction. Par courrier du 06/10/2022 (reçue le 10 octobre 2022), l'exploitant a informé l'inspection que les travaux ont été réalisés au regard des éléments fournis et des constats (modification de la rétention des eaux d'incendie en condamnant un portail d'accès et en remodelant notamment la voie d'accès aux sapeurs-pompiers). L'inspection note que l'avis favorable du SDIS du 03 juin 2022 suite à la demande préalable de travaux pour modifier la rétention susvisée lequel vient en complément de l'avis du SDIS du 03 février 2022 liste des prescriptions et mesures complémentaires pour favoriser l'accès des secours et leurs actions. Ces prescriptions seront intégrées dans un futur arrêté préfectoral qui sera pris lors de l'instruction d'une future demande de modification de l'exploitant. La mise en demeure sur ce point peut être levée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Origine des approvisionnement en eau

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 19/12/2018, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement maximal annuel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'article 4.1.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation dispose : [...] les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes : - prélèvement maximal annuel : 2 550 m ³ [...]
Constats : L'inspection n'a pas de remarque à formuler au sujet de cette prescription eu égard AUX constats réalisés lors de la visite de contrôle, objet du présent rapport ce qui confirme le constat établi dans le cadre d'une précédente visite de contrôle laquelle a fait l'objet du rapport de l'inspection référencé SAF/IP/126_2021 du 02 mars 2021. La mise en demeure sur ce point peut être levée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Niveaux acoustiques

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 19/12/2018, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des valeurs limites d'urgence
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'article 6.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation dispose : "[...] Une étude acoustique basée sur des mesures de niveaux sonores sera réalisée par un organisme extérieur qualifié en vue de vérifier et de démontrer le respect des valeurs limite d'urgence définies au présent article. Cette étude qui indiquera les mesures prises ou engagées à cet effet, sera adressée au Préfet et à l'inspection des installations classées avant le 31 décembre 2009".
Constats : Comme précisé dans le précédent rapport (cf. Rapport SAF/IP/323_2022 du 09/03/2022), l'exploitant : - a procédé à des travaux suite à la campagne de mesure des niveaux acoustiques de mars 2016 par VENATHEC (changement des 3 compresseurs identifiés comme la source principale des nuisances sonores) et, - a fait réaliser de nouvelles mesures des nuisances sonores le 29 juillet 2021 par DBI après réalisation des modifications susvisées. Comme indiqué dans le rapport susmentionné, le résultat du contrôle acoustique susvisé identifie des non-conformités uniquement au point de mesure 5 (niveaux acoustiques en période nocturne et urgences en période diurne). Lors de la visite de contrôle, objet du présent rapport, l'exploitant a indiqué avoir des doutes sur l'origine de la nuisance sonore générée au niveau de la mesure 5 et mener des réflexions pour déterminer précisément l'origine de cette nuisance et mettre en place un plan d'action.

L'inspection relève que la localisation du point de mesure N°5 est plus contraignante que celle exigée à l'article visé dans ce constat. En effet, l'article 6.2.1 de l'arrêté d'autorisation indique que "les zones à émergence réglementée sont les immeubles occupés par les sociétés Converteam, CIMA Est, ULPL, Eurovia, Elidis, Lodial, BBA, ancien bâtiment Schweitzer implanté au 128 impasse Clément Ader, définis dans le plan annexé au présent arrêté". En conséquence, aucune mesure n'est exigée du côté de l'entreprise Transdev implantée sur la parcelle adjacente (165 rue Henri Moissan à Ludres). S'agissant des autres points de mesures effectuées en limite de propriété du côté des autres entreprises listées dans ledit arrêté, l'inspection constate qu'il n'y a pas de non conformité relevée.

Eu égard de ce qui précède, l'inspection note que l'exploitant a répondu aux exigences fixées à l'article susmentionné à savoir :

- la réalisation de l'étude acoustique basée sur des niveaux sonores en vue de démontrer le respect des valeurs limites d'émergence définies à l'article 6.2.1 de l'arrêté d'autorisation,
- la transmission des actions mises en oeuvre pour lever la non-conformité au point de mesure N°7 correspondant à une localisation visée par ledit article et,
- la transmission de la reflexion en cours en ce qui concerne le point de mesure N° 5.

La mise en demeure sur ce point peut être levée.

Type de suites proposées : Sans Suite

Proposition de suites : Sans objet